

Robeco (LU) Funds III
Société d'investissement à capital variable
6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
Grand-Duché de Luxembourg
R.C.S. Luxembourg : B 40.490
(le « **Fonds** »)

AVIS AUX ACTIONNAIRES DU FONDS

Recommandé

Luxembourg, le 19 août 2019

Cher Investisseur,

En votre qualité d'actionnaire du Fonds, le conseil d'administration du Fonds (le « **Conseil d'administration** ») vous informe par la présente de certains changements concernant le Fonds et ses sous-fonds (les « **Sous-fonds** »).

1. Clarification de la description de la politique d'investissement du Sous-fonds Robeco QI Long/Short Dynamic Duration

La description de la politique d'investissement du Sous-fonds Robeco QI Long/Short Dynamic Duration a été modifiée de sorte que le terme « instruments du marché monétaire » a été remplacé par « titres à revenu fixe avec une durée courte ».

Plus particulièrement, la description de la politique d'investissement dans le Prospectus a été amendée comme suit :

« Le Sous-fonds prendra une exposition d'au moins deux tiers du total de ses actifs en ~~instruments du marché monétaire~~, obligations et titres à revenu fixe similaires avec une durée courte. Les instruments ~~du marché monétaire~~ à court terme auront une notation de crédit à court terme minimale de « A-1 » ou équivalente par une des agences de notation reconnues et les autres investissements auront une notation à long terme minimale de « BBB- » ou équivalente par une des agences de notation reconnues. »¹

2. Augmentation du niveau prévisionnel de l'effet de levier pour le Sous-fonds Robeco Global Credits Feeder Fund – zero duration

A partir du 1 Octobre 2019, le niveau prévisionnel de l'effet de levier pour le Sous-fonds Robeco Global Credits Feeder Fund – zero duration augmentera de 250 % à 350 %.

¹ Veuillez noter que tous les changements/amendements mentionnés dans cette lettre en tant que citation sont une traduction non officielle des changements/amendements du Prospectus (août 2019)..

3. Annulation des demandes de souscription

Le Conseil d'administration a décidé de clarifier les circonstances dans lesquelles le Fonds peut annuler les demandes de souscription afin de protéger les intérêts des Actionnaires en raison de l'investissement préalable des montants de souscription qui restent impayés.

Plus particulièrement, si ce règlement n'a pas été réalisé durant la période stipulée dans le Prospectus, le Fonds avait auparavant le droit d'« *annuler la demande* » et de « *déposer plainte contre l'Investisseur défaillant pour obtenir une compensation contre toute perte résultant directement ou indirectement du manquement de l'Investisseur à procéder à ce règlement à la date exigible.* »²

Par voie de conséquence, les sous-paragraphes concernés de la section 2.2 du Prospectus sont amendés comme suit :

« La Société se réserve le droit de rejeter et/ou d'annuler à tout moment toute demande de souscription à son entière discrétion.

L'allocation des Actions est conditionnelle à la réception des montants de souscription.

Si, dans le pays où les Actions sont vendues, des droits d'émission ou de vente sont perçus par l'administration fiscale compétente, leur prix de souscription sera augmenté du montant correspondant.

~~L'allocation des Actions est conditionnelle à la réception des montants de souscription.~~ L'offre d'actions par l'intermédiaire du présent Prospectus est plus particulièrement soumise à l'acceptation des conditions suivantes : si la Société n'a pas reçu (ou peut s'attendre raisonnablement à ne pas recevoir) les montants de souscription durant la période indiquée ci-après, la Société, agissant à son entière discrétion, peut décider (A) de lancer des poursuites judiciaires à l'encontre de l'Investisseur afin d'obtenir une ordonnance portant injonction de payer les montants de souscription impayés, ou (B) de recourir à son droit d'annulation de la demande de souscription, auquel cas l'Investisseur ne jouira d'aucun droit en relation aux Actions, ou (C) de déposer une demande de rachat au nom de l'Investisseur portant sur le même nombre d'Actions et de recevoir les produits du rachat y afférents, de compenser ces produits avec les montants de souscription qui restent exigibles et à payer, et de réclamer tout solde négatif ou de régler tout solde positif à l'Investisseur concerné. Dans tous les cas, l'Investisseur défaillant sera responsable à l'égard de la Société des coûts de financement des montants de souscription impayés (le cas échéant). »³

4. Insertion de la loi applicable et juridiction compétente

Le Conseil d'administration a décidé d'ajouter une nouvelle disposition selon laquelle tout litige sera réglé en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg et sera soumis à la juridiction de ce dernier.

La disposition suivante a été ajoutée à la section 3.16 du Prospectus :

« La Société est constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg. Tout litige entre la Société, les Actionnaires, la Société de gestion, le Dépositaire, l'Agent d'enregistrement et principal agent payeur, le Gérant de portefeuille et les Sous-gérants de portefeuille sera soumis

² Voir note de bas de page précédente.

³ Voir note de bas de page précédente.

exclusivement à la juridiction du Grand-Duché de Luxembourg. La loi applicable est le droit luxembourgeois. »⁴

5. Modification terminologique⁵

L'ensemble des références au « Investment Adviser » et au « Investment Manager » ont été remplacées par les références au « Portfolio Manager » et l'ensemble des références au « Sub-Investments Adviser » ont été remplacées par les références au « Sub-Portfolio Manager ». Ces changements n'auront pas d'incidence concrète sur la gestion du Fonds et de ses Sous-fonds.

6. Mise à jour de l'Annexe II Restrictions en matière d'investissement

L'Annexe II du prospectus regardant les restrictions d'investissement a été clarifiée pour mentionner l'exclusion des investissements sous-jacents de fonds tiers et des Sous-fonds Robeco du champ d'application des restrictions d'investissement.

À cette fin, le texte suivant a été ajouté à l'Annexe II Restrictions en matière d'investissement :

« Les parts d'OPCVM et/ou d'autres OPC dans lesquels la Société investit peuvent être soumises à des restrictions d'investissement différentes. Lorsqu'un Sous-fonds acquiert des actions d'OPCVM et/ou d'autres OPC, les actifs sous-jacents des OPCVM ou d'autres OPC respectifs n'ont pas à être combinés avec les actifs du Sous-fonds investisseur. »⁶

Sauf indication contraire ci-dessus, ces modifications entreront en vigueur à compter du 19 août 2019.

Les changements susmentionnés ne devraient pas donner lieu à une quelconque modification des commissions et frais actuels qui sont payables au ou à la charge du Fonds ou de ses actionnaires.

Il est rappelé aux actionnaires que, comme le prévoit le Prospectus, le Fonds ne facture aucune commission de rachat et que les actionnaires qui n'acceptent pas les changements présentés ci-dessus peuvent revendre leurs Actions sans frais.

Tous les termes anglais définis dans la présente lettre auront le même sens que celui qui leur est donné dans le Prospectus, sauf indication contraire.

Les nouveaux textes concernant les politiques d'investissement et les autres modifications, qui seront repris dans le Prospectus mis à jour, ainsi que de plus amples détails, les rapports annuels, le prospectus révisé (disponible à partir du mois d'août 2019), tout Document d'informations clés pour l'investisseur (dans la langue néerlandaise et française) et les derniers rapports périodiques sont disponibles gratuitement au siège de la Société et auprès du service financier en Belgium CACEIS Belgium N.V., Havenlaan 86C Bus 320, B-1000 Bruxelles et sur internet (www.robeco.be). La Valeur Nette d'Inventaire est publiée sur le site Internet de la BEAMA (www.beama.be/niw).

Nous vous prions d'agréer nos respectueuses salutations.
Le Conseil d'administration de Robeco (LU) Funds III

⁴ Voir note de bas de page précédente.

⁵ Voir note de bas de page précédente.

⁶ Voir note de bas de page précédente.